



groupe  
**Socialiste et  
Démocrate**  
région auvergne-rhône-alpes



## **Crise sanitaire**

### **Où est l'argent tant promis ?**

Lyon, le 27 mai 2020

Dans la gestion de la crise sanitaire, la Région parle beaucoup mais agit peu. Ainsi, il y a encore quelques semaines, Laurent Wauquiez annonçait consacrer plus de 30 millions d'euros pour sauver le secteur culturel. Chaque jour ou presque, il empile les annonces de millions pour apparaître comme le président de région en première ligne dans la gestion de crise. La réalité est pourtant tout autre. La réunion de la commission des finances, qui s'est tenue ce mardi, l'a clairement démontré.

**Alors qu'un rapport budgétaire soumis au vote des conseillers régionaux proposait une nouvelle fois de déployer différemment les sommes votées dans budget primitif 2020, il n'y avait, par exemple, nulle part les sommes annoncées pour la culture.** Les 30 millions d'euros annoncés par Laurent Wauquiez pour sauver les structures culturelles frappées par la crise sanitaire correspondent en vérité au budget de la culture voté en décembre dernier dans le cadre du budget primitif pour l'année 2020. Pas un euro de plus. À agir ainsi, **Laurent Wauquiez se paye donc de mots et trompe son monde. Nous attendons qu'il passe des paroles aux actes.** Il y a en effet urgence à investir les sommes nécessaires pour faire face à la crise et anticiper les difficultés qui montent dans de nombreux secteurs. Les Auralpins ont le droit de savoir si certaines politiques régionales sont sacrifiées pour en financer d'autres ou pas, si les sommes annoncées s'ajoutent au budget habituel voté ou pas.

**C'est la raison pour laquelle, la proposition du groupe Socialiste & Démocrate de faire voter un budget supplémentaire à la Région reste la seule solution pour passer des annonces aux actes. Car, passé les annonces publiques du président de région, l'argent annoncé dans la presse pour faire face à la crise sanitaire n'existe pas.**

En Auvergne-Rhône-Alpes, les conseillers régionaux n'ont plus les moyens de garantir les modalités de contrôle et de transparence dans l'exécution des décisions nouvelles induites par le COVID-19. Les sommes affectées à la gestion de crise le sont au détriment de politiques régionales. Pour l'heure, nous ignorons quelles actions sont sacrifiées. **C'est un problème démocratique majeur pour les territoires et les acteurs de notre région qui attendent la mise en œuvre des politiques publiques pour lesquelles le budget 2020 a été voté. Aujourd'hui, l'exécutif régional agit sans mandat clair de l'assemblée régionale.**

**Toutes les autres grandes régions du pays mettront en œuvre, ou sont en train de le faire, un budget supplémentaire pour faire face à la crise. Toutes, sauf Auvergne-Rhône-Alpes. Cela ne peut pas durer.**



**Jean-François DEBAT**  
Président du groupe Socialiste & Démocrate